



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/532
25 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 31 de l'ordre du jour

LA SITUATION DE LA DEMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME EN HAÏTI

Note du Secrétaire général

Le document ci-joint contient un rapport intérimaire de la Mission civile internationale envoyée en Haïti par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains pour y étudier la situation de la démocratie et des droits de l'homme. L'Envoyé spécial nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains et moi-même, M. Dante Caputo, a également communiqué ce rapport au Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, qui le met à la disposition des Etats membres de son organisation. Il est distribué pour information aux membres de l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 9 de la résolution 47/20 B de l'Assemblée en date du 20 avril 1993.

ANNEXE

Rapport de la Mission civile internationale en Haïti

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 9 de la résolution 47/20 B du 20 avril 1993, relative à la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti, dans lequel l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui faire régulièrement rapport sur les activités de la Mission civile internationale en Haïti.

2. Le premier rapport intérimaire de la Mission couvrait la période allant du 9 février au 31 mai 1993 et a été distribué aux membres de l'Assemblée générale le 3 juin (A/47/960 et Corr.1). Le présent rapport contient une analyse approfondie du travail accompli par la Mission et de la situation des droits de l'homme en Haïti pendant la période allant du 1er juin au 31 août 1993, et évoque également les événements importants qui se sont produits en septembre.

II. DEPLOIEMENT DE LA MISSION

3. La Mission a initialement ouvert des bureaux au chef-lieu de chacun des neuf départements d'Haïti. Tous ces bureaux fonctionnent depuis mars. A la mi-septembre, de nouveaux bureaux avaient été ouverts dans quatre départements, portant à 13 le nombre des bureaux de la Mission :

<u>Département</u>	<u>Bureau(x)</u>
Ouest	Port-au-Prince, centre Port-au-Prince, Carrefour
Artibonite	Gonaïves Saint-Marc
Centre	Hinche Mirebalais
Sud-Est	Jacmel
Grand'Anse	Jérémie
Sud	Les Cayes
Nord-Est	Fort-Liberté
Nord	Cap-Haïtien
Nord-Ouest	Port-de-Paix Môle Saint-Nicolas

4. Le siège de la Mission à Port-au-Prince est organisé comme suit :

Bureau du Directeur exécutif (y compris la sécurité)

Division des médias

Division des opérations (y compris les communications et le service médical)

Division de l'administration

Division des droits de l'homme

Bureau du Directeur pour les droits de l'homme (y compris la formation et la liaison avec les ONG)

Division de la recherche et des enquêtes

Division juridique

Division de l'éducation en matière de droits de l'homme

5. Au 15 septembre, la Mission comptait 204 observateurs des droits de l'homme et autres agents techniques ayant rang d'administrateur (97 venaient de l'Organisation des Etats américains (OEA), 107 de l'Organisation des Nations Unies) et 28 fonctionnaires d'administration recrutés sur le plan international (3 venaient de l'OEA, 25 de l'Organisation des Nations Unies), déployés comme suit :

Directeur exécutif, Directeur pour les droits de l'homme	2
Administration	24
Opérations/sécurité	15
Divisions des droits de l'homme et des médias	28
Observateurs membres d'équipes régionales	137
Observateurs en formation	21
Agents détachés auprès de l'Envoyé spécial	5

6. Bien que la Mission n'ait pas encore déployé les 280 observateurs des droits de l'homme qu'elle prévoit de déployer, elle a recruté par l'intermédiaire de l'Organisation des Etats américains (OEA) et de l'Organisation des Nations Unies, et déployé le plus grand nombre d'observateurs des droits de l'homme jamais déployés dans le cadre d'une opération sur le terrain. Il a fallu trouver des candidats parlant couramment le français ou le créole, et ayant de préférence une expérience dans le domaine des droits de l'homme ou une formation juridique. Plus de 45 nationalités sont représentées au sein de la Mission. Lorsqu'ils arrivent en Haïti, les observateurs reçoivent une formation d'initiation de trois semaines, qui comprend des cours de créole, une introduction à l'histoire et la culture haïtienne et des exposés sur les normes internationales en matière de droits de l'homme, le système juridique haïtien, le mandat et la politique de la Mission et les techniques d'observation et d'enquête dans le domaine des droits de l'homme.

7. Depuis mai, la structure pleinement intégrée de la Mission reflète sa nature exceptionnelle d'opération sur le terrain organisée conjointement par une organisation régionale et l'Organisation des Nations Unies. Le Directeur exécutif et le Directeur exécutif adjoint, Directeur pour les droits de l'homme ont chacun un double mandat, ayant été nommés tant par l'OEA que par l'Organisation des Nations Unies; toutes les équipes régionales d'observateurs et toutes les divisions du siège comprennent du personnel dépêché tant par l'OEA que par l'Organisation des Nations Unies; et les coordonnateurs régionaux et

/...

chefs de division viennent de l'une ou l'autre de ces organisations. Si chaque organisation a ses propres procédures et politiques administratives, financières et en matière de personnel – par définition difficiles à harmoniser –, le succès rencontré par la Mission, qui fonctionne en tant qu'opération intégrée, est un précédent important et encourageant.

8. Pendant une grande partie de la période à l'examen, la Mission a travaillé dans des circonstances exceptionnellement difficiles. Son rayon d'action est essentiellement fonction de la mobilité de ses observateurs, laquelle a été affectée par la pénurie de véhicules et, de fin juin à début septembre, par la pénurie d'essence résultant de l'embargo sur le pétrole décrété par le Conseil de sécurité dans sa résolution 841 (1993). Durant l'embargo sur le pétrole, dans le cadre d'une campagne visant à susciter une hostilité à la présence de la Mission menée en particulier par la télévision et la radio d'Etat, des appels publics ont été lancés pour que l'on refuse de vendre du carburant aux véhicules de la Mission. Bien que les observateurs et les chauffeurs aient déployé des efforts considérables pour permettre à la Mission de poursuivre le plus grand nombre possible de ses activités, les visites des observateurs dans de nombreuses régions et d'autres activités ont dû être limitées en raison de l'impossibilité pendant d'assez longues périodes d'obtenir du carburant dans certains endroits. Le téléphone fonctionne mal en Haïti et l'accès de la Mission aux communications téléphoniques a été manifestement entravé : à cet égard comme à d'autres, la Mission n'a pas bénéficié de la pleine assistance des autorités haïtiennes pourtant tenues, aux termes du mandat de la Mission, de "fournir, dans la mesure de leurs possibilités, les facilités dont la Mission aura besoin dans l'exercice de ses fonctions". Les observateurs de la Mission ont été en butte aux insultes, à l'hostilité et aux menaces de certains membres des Forces armées d'Haïti (FAD'H) et de leurs auxiliaires civils armés. La Mission a beaucoup craint pour la sécurité de son personnel international et local, notamment durant certaines périodes particulièrement tendues, et il a parfois fallu limiter les déplacements des observateurs, spécialement aux fins de loisirs. Le courage et la détermination dont ont fait preuve les observateurs de la Mission et son personnel local, en particulier les chauffeurs, pour maintenir une présence active même dans les circonstances les plus difficiles ont été exemplaires.

III. LES ACTIVITES DE LA MISSION

9. L'envoi de la Mission a été demandé par le Président Jean-Bertrand Aristide dans une lettre datée du 8 janvier 1993 adressée au Secrétaire général (A/47/908, annexe I). Aux termes de cette lettre, l'objectif était de "rassurer toute les parties concernées que la crise politique actuelle ne sera réglée que par l'élimination de toute forme de violence et de violations des droits de l'homme". Une présence multinationale en Haïti a été demandée pour superviser l'observance par tous les secteurs de la société haïtienne des engagements suivants :

a) Le respect des vies et de l'intégrité de tous les Haïtiens;

b) Le respect de la Constitution haïtienne, des lois, des procédures établies et des principes consacrés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention interaméricaine des droits de l'homme, auxquels Haïti est partie;

/...

c) Le respect des droits constitutionnels de tous les citoyens haïtiens et des institutions de la République.

Aux termes de son mandat, la principale tâche de la Mission était définie comme suit :

a) S'informer de la situation des droits de l'homme en Haïti et faire toutes les recommandations appropriées pour promouvoir et protéger les droits de l'homme;

b) Prêter une attention particulière au respect du droit à la vie, à l'intégrité et à la sécurité de la personne, de la liberté d'expression et de la liberté d'association.

10. Les violations des droits à la vie, à l'intégrité et à la sécurité de la personne et des libertés d'expression et d'association étant monnaie courante, c'est sur ces violations que la Mission s'est efforcée de s'informer. Le nombre des gens venant dans les bureaux de la Mission pour fournir des informations a augmenté au fur et à mesure que le travail qu'elle accomplissait était mieux compris, et la Mission s'est en outre efforcée de s'informer par elle-même. Elle s'est attachée à établir des contacts avec des organisations locales et a envoyé ses équipes d'observateurs dans différentes localités aussi fréquemment que le personnel, les moyens de transport et (durant l'embargo sur le pétrole) le carburant dont elle disposait le lui ont permis. Elle a effectué ou tenté d'effectuer des visites régulières dans les prisons et autres lieux de détention. Elle a fait passer des annonces et des interviews de ses responsables à la radio et à la télévision pour signaler sa présence et expliquer quelle était sa tâche, et elle a largement distribué le texte de son mandat en créole et en français. Elle a participé à de nombreuses réunions avec des associations locales, des églises et des fonctionnaires afin d'expliquer ses activités.

11. La Mission a aussi interprété activement son mandat consistant à faire part aux autorités haïtiennes de ses préoccupations au sujet des violations des droits de l'homme, ainsi qu'à présenter des recommandations et à s'enquérir des suites qui leur étaient données auprès des autorités compétentes. Dans une situation où il était urgent de mettre fin aux violations individuelles et où les communications écrites n'avaient guère de chance d'être prises en considération, les observateurs de la Mission ont en personne porté rapidement les préoccupations de celle-ci à l'attention des autorités responsables, généralement en faisant des représentations aux commandants locaux des FAD'H; les auteurs de violations des droits de l'homme sont en effet le plus souvent des membres des FAD'H, des "attachés" (auxiliaires civils), et des chefs de section (chefs de la police rurale) ou leurs assistants, qui tiennent également leur pouvoir des FAD'H. Ces interventions, en particulier en ce qui concerne les personnes arbitrairement détenues, ont souvent été efficaces, bien que fréquemment mal accueillies par les FAD'H. La Mission a aussi, en tant que de besoin, porté certains cas préoccupants à l'attention des autorités judiciaires. Le siège de la Mission a saisi le haut commandement des FAD'H de divers cas, oralement ou par écrit.

12. La Mission a autant que possible été présente partout où l'on craignait des violations des droits de l'homme — lors de manifestations, réunions et

autres tentatives d'exercice de la liberté d'expression et de la liberté d'association – afin d'exercer un effet dissuasif. Bien sûr, les observateurs ont pour instructions de ne pas intervenir physiquement pour tenter d'empêcher les violations des droits de l'homme, de telles interventions ne relevant pas du mandat d'une mission civile et dépassant ses capacités, bien que la crédibilité de la Mission ait souffert lorsque des passages à tabac, arrestations arbitraires et, dans un cas, un meurtre, ont eu lieu en sa présence. La Mission a reçu de nombreuses demandes de protection émanant de personnes dont la sécurité personnelle était menacée, mais n'a dans la plupart des cas pu faire plus que demeurer en contact périodique avec les intéressés, même si elle a, à l'occasion, dans des situations particulièrement dangereuses, escorté des personnes menacées. La Mission a pris des dispositions pour que de nombreuses victimes de violations des droits de l'homme bénéficient d'une assistance juridique et d'un traitement médical.

13. Comme l'a recommandé l'équipe de spécialistes des droits de l'homme dans le rapport concernant la Mission civile internationale chargée de veiller au respect des droits de l'homme en Haïti qu'elle a présenté au Secrétaire général (A/47/908, annexe III), la Mission a réagi publiquement et rapidement à certains événements et cas de violations. Ceci a contribué à faire connaître son rôle et à lui gagner la confiance de la population, et à montrer aux autorités que la communauté internationale s'inquiétait de la poursuite des violations des droits de l'homme en Haïti. Entre le 1er juin et le 15 septembre, la Mission a publié 15 communiqués de presse sur divers aspects de la situation des droits de l'homme.

14. Les objectifs de la Mission exigent qu'elle travaille en collaboration étroite avec les organisations haïtiennes actives dans le domaine des droits de l'homme. Dès le départ, la Mission a mis en place certains canaux pour communiquer avec les organisations haïtiennes des droits de l'homme et les consulter régulièrement. Au cours des dernières années, et notamment depuis le coup d'Etat de septembre 1991 qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu, les organisations non gouvernementales des droits de l'homme jouent un rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans les secteurs les plus vulnérables de la société, dans des circonstances difficiles et dangereuses. Un certain nombre de militants des droits de l'homme ont dû s'exiler ou se cacher dans le pays, et certains ont été tués. Durant la période à l'examen, les organisations haïtiennes des droits de l'homme ont poursuivi leur action dans des circonstances difficiles et dangereuses. En raison de leur expérience, elles ont constitué une source inestimable d'informations et de conseils pour la Mission. La Mission espère que sa présence aura contribué au travail essentiel que ces organisations accomplissent et qu'elles doivent continuer d'accomplir lorsqu'elle-même aura quitté Haïti.

15. La Mission est chargée d'"instituer un programme d'information et d'éducation visant à promouvoir le respect des droits de l'homme et expliquer le mandat qui lui est confié". Les premières annonces qui sont passées à la radio et à la télévision concernaient la Mission elle-même et son mandat. Le 20 septembre, la Mission a lancé une campagne d'éducation civique intitulée "Dwa ak devwa pou tout hayisien ak yon leta responsab" (Droits et devoirs pour tout Haïtien dans un Etat de droit). Les principaux thèmes de cette campagne sont la justice, les libertés fondamentales et la démocratie. On utilise à cette fin la presse écrite, la radio et la télévision, ainsi que des affiches et du matériel

pédagogique, et tous les bureaux de la Mission participent activement à l'entreprise. Cette campagne, d'une durée de huit semaines, est la première phase d'un programme à plus long terme d'éducation dans le domaine des droits de l'homme organisé en consultation étroite avec des organisations haïtiennes pour renforcer l'effort pédagogique de tous les groupes concernés en faveur de la promotion des droits de l'homme.

16. La Mission a eu pour objectif constant de rassurer toutes les parties que la crise politique haïtienne ne serait réglée que par l'élimination de toutes les formes de violence. Depuis que la Mission est présente en Haïti, l'on exprime la crainte que si l'on ne continue pas à progresser sur la voie d'un règlement politique pacifique, la violence ne se généralise. En dépit de ces craintes et malgré des périodes de très forte tension, durant la présence de la Mission en Haïti, la violence a été unilatérale : les actes de violence ont été perpétrés contre des civils sans armes par les forces de sécurité de l'Etat et ceux qui agissent sous leur direction et avec leur complicité. La population civile ne s'est pratiquement livrée à aucun acte de violence contre les agents de l'Etat. Les violations effectives des droits de l'homme dont la Mission s'est occupée relevaient ainsi de la définition classique que donne le droit international des violations des droits de l'homme, à savoir des actes dont l'Etat est responsable. Ceci ne signifie pas bien entendu que les craintes de voir la violence se généraliser sont injustifiées. A cet égard, le risque s'est accru du fait que de graves violations des droits de l'homme ont continué d'être commises dans l'immense majorité des cas sans que leurs auteurs soient inquiétés et sans que l'on envisage d'en traduire les responsables en justice. La Mission a publiquement demandé d'éviter tous actes de violence et de vengeance personnelle et elle espère par le biais de sa campagne d'éducation en matière de droits de l'homme mettre en lumière combien il importe d'établir les principes et les institutions d'un Etat de droit.

IV. LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

17. Pendant la période où la Mission était sur place, la situation des droits de l'homme a suivi de très près l'évolution de la situation politique. La série d'événements politiques majeurs qui se sont produits pendant la période sur laquelle porte le présent rapport a créé un climat qui a fluctué entre d'importants progrès vers le retour à l'ordre constitutionnel et des périodes de manque de progrès apparent dans cette direction. La démission du Premier Ministre de facto, M. Marc Bazin, et l'imposition d'un embargo sur le pétrole et d'autres sanctions par le Conseil de sécurité au mois de juin, la signature de l'Accord de Governors Island et du Pacte de New York au mois de juillet, l'élection de nouveaux présidents et de nouveaux bureaux des deux chambres du Parlement et la nomination et la confirmation dans leurs fonctions du Premier Ministre, Robert Malval, et de son gouvernement, au mois d'août, ont engendré un climat de grands espoirs, de tension et de crainte. Il y a eu une correspondance étroite entre les moments cruciaux de l'évolution politique et l'augmentation de la tension et de la violence dans le pays.

18. Malgré les engagements pris en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au moment de la signature de l'Accord de Governors Island et du Pacte de New York, la situation des droits de l'homme s'est gravement détériorée dans la capitale, Port-au-Prince, et des violations des droits de l'homme de la nature de celles qui étaient décrites dans le rapport

intérimaire de la Mission (A/47/960 et Corr.1) portant sur la période comprise entre le 9 février et le 31 mai ont continué d'être commises dans d'autres parties du pays. La reconnaissance du Président Aristide par le Parlement et le commandant en chef des forces armées d'Haïti (FAD'H) et leur acceptation de son retour en Haïti n'a guère incité les forces armées et leurs auxiliaires civils à faire preuve de plus de respect pour la liberté d'expression de ses partisans. Au contraire, la perspective de la transition, que la grande majorité des Haïtiens avec lesquels la Mission est quotidiennement en contact appelle pourtant de tous ses vœux, suscite des appréhensions et une réaction d'opposition dans certains milieux, notamment dans les forces armées et les milieux qui s'y rattachent. Lorsque les partisans du retour du Président ont voulu exprimer publiquement leur opinion, ils se sont heurtés à la même répression ou à une répression plus forte. A Port-au-Prince, les meurtres, les décès suspects et les disparitions ont fortement augmenté en toute impunité. Ces crimes sont commis pour des motifs politiques, mais les victimes ne sont pas toujours des militants. Ils visent aussi des citoyens ordinaires et semblent avoir pour but de créer un climat de peur et d'intimidation, en particulier dans les quartiers pauvres de la ville considérés comme les plus favorables au Président. Les arrestations arbitraires, les bastonnades et autres tortures et traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que les menaces contre la sécurité individuelle continuent d'être pratiqués dans l'ensemble du pays et ceux qui sont tenus pour des partisans du Président Aristide – souvent appelés "Lavalassiens" d'après le mouvement Lavalas fondé par le Président Aristide avant les élections de 1990 – en sont les principales victimes.

19. Beaucoup de ces violations ont été directement attribuées à des membres des forces armées d'Haïti, mais beaucoup d'autres l'ont été à ceux qui y sont rattachés. Des auxiliaires civils secondent les forces armées dans leurs fonctions de police à Port-au-Prince et dans les provinces. Des cartes sont délivrées à certains d'entre eux et ils peuvent être armés de bâtons aussi bien que d'armes lourdes. Dans les régions rurales, la responsabilité du maintien de l'ordre est déléguée à un chef de section nommé par les forces armées d'Haïti. Les chefs de section peuvent légalement être secondés par deux adjoints, mais, dans la pratique, ils disposent d'un grand nombre d'assistants, qui ont acheté leurs fonctions et se livrent à des extorsions.

A. Violations du droit à la vie

20. Dans son rapport intérimaire, la Mission s'est déclarée particulièrement préoccupée par l'augmentation au mois de mai, par rapport au deux mois précédents, du nombre de meurtres et autres actes de violence commis avec impunité, en particulier à Port-au-Prince. Le nombre de meurtres ou de décès suspects signalés à la Mission et au sujet desquels elle a fait une enquête, considérant qu'il pourrait s'agir de violations du droit à la vie, a été de neuf au mois de mai. Il a été de cinq au mois de juin. Au mois de juillet, il est passé à 34, dont 28 à Port-au-Prince, et il est resté au même niveau au mois d'août – 33 cas signalés, dont 30 dans la capitale. Ce phénomène s'est brusquement accentué au mois de septembre : plus de 60 meurtres ou décès suspects à Port-au-Prince ont été signalés à la Mission pendant le mois. Plus de la moitié se sont produits pendant la deuxième semaine de septembre, le week-end de l'assassinat d'Antoine Izméry compris, puis le nombre en est retombé pendant la deuxième quinzaine du mois.

21. Il est très difficile, en Haïti, d'enquêter sur les cas signalés. Le plus souvent, il n'y a pas d'enquête judiciaire après l'enregistrement du décès par le juge de paix local et la police ne se donne pas la peine de faire une enquête pénale. Les témoins ont peur de se manifester et ceux avec lesquels la Mission s'est entretenue n'avaient souvent pas été entendus par les autorités compétentes. La Mission n'a pas accès aux renseignements provenant d'une enquête officielle et, dans la plupart des cas, il est clair que les renseignements sont inexistants. Il n'y a pas d'autopsie, le corps est enterré dès que le juge de paix a enregistré le décès. La Mission interroge les témoins et en évalue la crédibilité aussi soigneusement que possible; la mesure dans laquelle elle peut confirmer les faits relatifs aux circonstances d'un meurtre varie inévitablement beaucoup.

22. Dans le petit nombre de cas ci-après, les témoins oculaires interrogés par la Mission ont déclaré qu'ils avaient vu les victimes être tuées ou emmenées par des hommes, qui s'étaient présentés comme des policiers, portaient des uniformes militaires ou de policiers, ou en qui les témoins ont cru reconnaître des membres connus des forces armées d'Haïti :

Andrel Fortune, Las Cahobas, Département du Centre

Le 16 août, Andrel Fortune a été tué par balle après que deux hommes en uniforme aient pénétré de force dans son domicile à Las Cahobas, Département du Centre. Selon des témoins oculaires, Andrel Fortune, membre de l'Alliance des organisations populaires de Las Cahobas et de l'organisation paysanne Mouvement des paysans de Papaye (MPP), a été tué d'un coup de feu dans le dos par un caporal de l'armée alors qu'il tentait d'échapper à ses assaillants. Peu avant d'être abattue, la victime se serait disputée avec un sergent. Le juge de paix qui a signé le certificat de décès a déclaré que les militaires étaient allés l'arrêter parce qu'il s'était battu avec un sergent. Selon les autorités militaires de Las Cahobas, le caporal a tiré sur Andrel Fortune parce que celui-ci avait voulu lui prendre son arme. Les autorités avaient déjà tenté d'arrêter Andrel Fortune à deux reprises, les 25 et 28 juin, après une manifestation en faveur du Président Aristide, qui avait eu lieu pendant la nuit du 24 au 25 juin et au cours de laquelle un pont avait été bloqué et des pneus brûlés.

Marc Baptiste, Miragoâne, Département de la Grand'Anse

A Chalon, Miragoâne, Département de la Grand'Anse, Marc Baptiste est mort de blessures infligées par une arme à feu après que deux civils armés qui, selon les témoins, s'étaient présentés comme des policiers, aient fait irruption à son domicile aux premières heures du 11 juillet. Trois autres étaient restés à l'extérieur. Ils ont tiré sur son frère, qui habite à proximité, alors qu'il se précipitait vers la maison pour porter secours à la famille.

Jean-Marc Dessources, Port-au-Prince

Vers 2 heures du matin, le 14 juillet, deux hommes qui, d'après les témoins, portaient des uniformes militaires, ont fait irruption au domicile de Jean-Marc Dessources, connu pour être partisan du Président Aristide, dans le quartier du Canapé Vert à Port-au-Prince. Les deux hommes lui auraient crié :

"Tu parles toujours du retour d'Aristide, mais tu ne seras pas là pour le voir", lui auraient tiré dans le dos, et l'auraient achevé d'une balle dans la tête.

Deux corps non identifiés, Port-au-Prince

Deux corps portant des blessures infligées par des armes à feu ont été trouvés le 27 juillet près de l'aéroport international de Port-au-Prince dans un lieu appelé Village Solidarité. Des témoins oculaires ont déclaré qu'ils avaient reconnu parmi les auteurs des meurtres deux policiers travaillant pour le Service d'investigation et de recherches antigang, le service des enquêtes criminelles de la police haïtienne, qui habitaient là et seraient responsables d'autres abus.

Christiane Saron, Quartier Morin, Département du Nord

Christiane Saron, 24 ans, a été tuée par balle devant sa maison à Quartier Morin, dans le Département du Nord, le 13 août vers 2 heures du matin, après qu'un groupe de six hommes portant des uniformes militaires aient pénétré de force dans la maison qu'elle partageait avec des proches et exigé que les occupants leur remettent tout l'argent qu'ils avaient. Selon le témoignage des membres survivants de la famille, deux des hommes avaient des revolvers de calibre .38 et s'appelaient mutuellement "sergent" et "caporal". Entendant le bruit des voix, Christiane Saron est entrée dans la salle de séjour. L'un des hommes l'a alors traînée dehors et lui a tiré des coups de feu dans la tête et la poitrine.

Un corps non identifié, Port-au-Prince

Le 14 août, à Port-au-Prince, un policier en uniforme et un civil armé ont tiré sur un homme non identifié et l'ont tué devant plusieurs témoins dans le quartier situé entre Delmas 2 et 4. Les deux tueurs ont tiré sur leur victime d'une camionnette-plateau Nissan Pathfinder et sont revenus sur les lieux quelques minutes plus tard pour l'achever de deux autres coups de feu.

Ronald Jean-François, Port-au-Prince

Toujours à Port-au-Prince, Ronald Jean-François, membre de la Fédération des associations réorganisées, a été tué par balle le 16 septembre par un caporal de la police après avoir été emmené de son domicile, situé à Ti Ayiti, Cité Soleil, par trois hommes armés habillés en civil. Selon des témoins oculaires, des "attachés" armés de mitraillettes Uzi l'attendaient à l'extérieur. Ils ont commencé à le frapper tout en le questionnant sur d'autres personnes qui avaient participé à une opération d'affichage de portraits du Président Aristide plusieurs jours auparavant. Ils l'ont ensuite emmené dans le quartier appelé Soleil 17, où un caporal du poste de police de Wharf lui a tiré dessus plusieurs fois. Un autre caporal aurait été présent sur les lieux et n'aurait rien fait pour empêcher le meurtre.

23. Dans d'autres cas, comme ceux qui sont exposés ci-après, le meurtre a eu lieu sans témoins, mais ou bien les victimes étaient en prison juste avant que leurs corps ne soient découverts, ou bien d'autres indices ont donné à penser qu'elles avaient pu être la cible des forces armées d'Haïti :

Jude Monville et deux corps non identifiés, Saint-Marc, Département de l'Artibonite

Un corps, que la Mission pense être celui de Jude Monville, détenu à la prison de Saint-Marc, a été trouvé avec deux autres corps à l'intérieur des terres près de la plage de Kyona, dans le Département de l'Ouest, le 10 juillet. Les trois victimes avaient les yeux bandés et les mains liées et les corps portaient des blessures infligées par balle. Elles avaient été enterrées sur place, sans identification et sans autopsie. Les observateurs de la Mission avaient vu Jude Monville le 5 juillet alors qu'il se trouvait en prison pour avoir été trouvé en possession d'une motocyclette volée; il devait être libéré le 10 juillet. Ce jour-là, il a été emmené de la prison avec un autre détenu, dont la Mission pense qu'il pourrait être l'une des deux autres victimes découvertes le 10 juillet. Deux des victimes avaient le crâne rasé, comme l'ont habituellement les prisonniers. La famille de Jude Monville n'avait plus de ses nouvelles depuis qu'il était en prison à Saint-Marc et elle avait été informée qu'il avait été tué. La Mission a saisi les autorités judiciaires des preuves qu'elle avait rassemblées et d'où il ressortait que l'une des victimes était très probablement Jude Monville. Aucune mesure ne semble avoir été prise, les autorités militaires responsables de la prison Saint-Marc n'ont même pas été questionnées. Trois autres corps non identifiés avaient été découverts dans les mêmes parages les 1er et 3 juillet. Tous portaient des blessures infligées par des armes à feu et avaient été enterrés sur place sans autopsie.

Délice Jackie, Port-au-Prince

Le 13 juillet, le corps criblé de balles de Délice Jackie a été trouvé à Port-au-Prince, sur la route nationale No 1, au lieudit les Sources puantes. Délice Jackie était le cousin de Claudy Vilmé, avec lequel il partageait une maison. Ce dernier était photographe et avait été attaqué, battu et emmené par des hommes armés le 2 juillet alors qu'il prenait des photographies de membres des forces armées d'Haïti à une station service pendant l'embargo sur le pétrole. Délice Jackie a été lui aussi emmené par des hommes armés le 10 juillet, peu après que Claudy Vilmé eut déclaré en public qu'il avait été détenu dans le vieux Fort-Dimanche, qui servait de centre de détention sous le régime Duvalier et dont les forces armées d'Haïti prétendent qu'il n'est plus utilisé à cette fin.

24. Dans un grand nombre de cas – par exemple, dans ceux qui sont exposés ci-après –, les témoins oculaires ont attribué les meurtres à des hommes armés en civil, alléguant parfois qu'il s'agissait d'"attachés", c'est-à-dire d'auxiliaires civils des forces armées d'Haïti. Dans certains de ces cas, les activités, affiliations ou sympathies pour lesquelles était connue la victime donnaient à penser qu'elle avait été visée pour des raisons politiques ou que le mobile des meurtres était nettement politique.

Antoine Izméry et Jean-Claude Maturin, Port-au-Prince

Le cas le plus évident et le plus notoire d'assassinat politique a été celui de Antoine Izméry, partisan bien connu du Président Aristide, le 11 septembre. M. Izméry était un riche homme d'affaires, qui avait largement participé au financement de la campagne électorale du Président Aristide en 1990. Au mois de mai 1992, son frère, Georges Izméry, avait été tué par

balle près du magasin dont ils étaient propriétaires. Au mois d'août 1993, Antoine Izméry avait fondé le Komite mete men pou verite blavi (KOMEVEB) (Comité commun pour la manifestation de la vérité), qui avait organisé plusieurs activités publiques de soutien au retour du Président Aristide. Le 11 septembre, M. Izméry assistait, dans l'église du Sacré-Coeur à Port-au-Prince, à une messe organisée par le KOMEVEB pour commémorer le massacre qui avait eu lieu en 1988 dans l'église de Saint-Jean Bosco (dont le père Aristide était alors curé). Des hommes armés en civil portant des radios l'ont fait sortir de l'église pendant que d'autres hommes armés faisaient le vide dans la rue avoisinante, forçant ceux qui s'y trouvaient, y compris les observateurs de la Mission dans leur véhicule, à s'écarter. Les ravisseurs d'Antoine Izméry l'ont obligé à se mettre à genoux et lui ont tiré une balle dans la tête à bout portant. Peu après, les mêmes hommes armés ont exécuté un autre homme, Jean-Claude Maturin, quelques mètres plus loin. Les meurtres ont eu lieu alors que de nombreux policiers patrouillaient dans les rues aux alentours de l'église, mais les tueurs ont quitté les lieux sans encombre. Des témoins oculaires interrogés par la Mission ont nommé des "attachés" connus parmi les attaquants et la Mission a reçu des informations confirmant les dires selon lesquels l'un d'eux aurait pu être un officier d'un poste de police de Port-au-Prince.

Jean Eveau Edmond, Port-au-Prince

Au nombre de plusieurs autres partisans connus du Président Aristide ou dirigeants d'organisations populaires également tués par des civils armés figure Jean Eveau Edmond, représentant local du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD). Il a été abattu le 1er juillet par des hommes armés en civil à son domicile, devant sa famille, dans le quartier populaire de Carrefour Feuilles à Port-au-Prince. Selon des témoins, en quittant les lieux ses assassins criaient : "Victoire! Nous avons tué un Lavalas!"

Cléber Rivage, Edris Bayard et Lévius Brunis, Port-au-Prince

Au moins trois meurtres clairement dictés par des motifs politiques, bien que les victimes semblent avoir été choisies au hasard, ont eu lieu à Port-au-Prince le 8 septembre, lorsque Evans Paul, le maire élu qui avait été obligé de quitter son poste après le coup d'Etat de septembre 1991, a été rétabli dans ses fonctions. Cléber Rivage, Edris Bayard et Lévius Brunis ont été tués lorsque la foule qui s'était massée devant la mairie pour acclamer le maire a été dispersée sans ménagement par des civils armés de bâtons, de couteaux et d'armes à feu, sans que la police, qui était pourtant présente, n'intervienne. Plusieurs autres personnes ont été grièvement blessées. La Mission croit savoir que, selon le rapport préliminaire établi par le Commissaire du gouvernement chargé d'enquêter sur les meurtres, certains des hommes armés qui en seraient responsables étaient des membres des forces armées d'Haïti. Toutefois, le Commissaire a par la suite démissionné sans avoir soumis de rapport.

Brivenord Simon, Port-au-Prince

Le 9 septembre, le lendemain des meurtres commis devant la mairie, Brivenord Simon, un ancien caporal de l'armée qui s'était lancé dans les affaires et était un ami personnel du maire, Evans Paul, a été tué par deux

civils armés, qui l'ont forcé à sortir de son magasin et l'ont abattu de trois coups de feu devant le marché Hypolite de Port-au-Prince.

Laurient Timou, Port-au-Prince

Le 10 septembre, Laurient Timou, un partisan connu du Président Aristide qui habitait près de la caserne de Lamentin 54, Carrefour, Port-au-Prince, a été enlevé avec un collègue au moment où ils quittaient leur lieu de travail. Ils ont été emmenés par des civils armés dans une camionnette-plateau. Leurs corps ont été retrouvés le lendemain, ainsi que celui d'une troisième victime non identifiée, sur la route nationale à Cité Soleil. Des témoins ont dit à la Mission qu'ils avaient vu les deux victimes, avec une troisième personne, encore en vie, entre les mains de civils armés dans la mairie quelques heures après leur enlèvement.

Jonel Jean, Petit-Goâve, Département de l'Ouest

A Tête-à-Boeuf, première section communale de Petit-Goâve dans le Département de l'Ouest, Jonel Jean est mort des suites des coups qu'il avait reçus lorsqu'un groupe de plus d'une trentaine d'hommes, composé essentiellement d'"attachés" mais dirigé par le chef de section, a interrompu violemment une réunion du Mouvman peyizan Tèt a Bèf (Mouvement des paysans de Tête-à-Boeuf) le 12 août.

25. Enfin, dans les autres cas, ou bien la Mission n'a pu obtenir aucun renseignement sur les qualités de la victime (ni même parfois sur son identité) ou bien rien dans les informations reçues n'indiquait les raisons pour lesquelles elle aurait pu être visée; de plus, ou bien le corps a été découvert sans qu'il y ait eu de témoins du meurtre ou bien les témoins ont dit que les tueurs étaient des civils armés ou des zenglendos. Le terme "zenglendos" désigne des groupes de malfaiteurs armés, agissant généralement de nuit et surtout dans les taudis et les quartiers populaires de Port-au-Prince. On peut supposer que ces manifestations de violence sont en partie de caractère purement criminel et n'obéissent pas à des motivations politiques. Toutefois, l'idée est largement répandue en Haïti que même les zenglendos agissent sous le couvert de la police ou avec son consentement exprès ou tacite et que, bien qu'ils commettent des vols armés, il se pourrait aussi qu'ils cherchent à intimider la population des localités qui sont les plus hostiles aux autorités issues du coup d'Etat et souhaitent le retour du Président Aristide. D'autres groupes armés semblent être de nature paramilitaire : la Mission a reçu des témoignages dignes de foi liant directement la police de Port-au-Prince, dirigée par le colonel Michel François, aux agissements de groupes armés qui se livrent systématiquement à des meurtres arbitraires. Il est certain que pendant la période sur laquelle porte le présent rapport les groupes armés semblent avoir agi en toute impunité, de jour comme de nuit, sans se soucier de dissimuler leurs visages ou sans craindre d'utiliser leurs armes à proximité de policiers. Rien n'indique que la police ait cherché à prévenir la vague de meurtres à Port-au-Prince ni à enquêter sur des cas individuels et à en traduire les responsables en justice. Pour autant que la Mission sache, personne n'a été arrêté et accusé d'avoir participé à l'un quelconque de ces meurtres à Port-au-Prince ou dans d'autres parties du pays.

26. La Mission s'est efforcée d'obtenir le plus de renseignements possible sur les circonstances de tous ces décès. C'est parfois elle qui a été la première à les signaler à la police et aux autorités judiciaires chargées d'enregistrer les décès et d'en déterminer les causes. Elle communique toujours aux autorités les renseignements à sa disposition qui pourraient faciliter une enquête. Dans ses communications écrites et orales avec les forces armées d'Haïti, la Mission a demandé instamment que des enquêtes soient faites et que des mesures soient prises pour empêcher les groupes armés d'opérer. Le commandant en chef des forces armées d'Haïti a reconnu devant la Mission la gravité de la situation à Port-au-Prince. Toutefois, des meurtres continuent d'être commis avec impunité. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, la Mission a demandé à plusieurs reprises à rencontrer le chef de la police de Port-au-Prince, dont relève directement la région métropolitaine, en s'adressant à lui soit directement, soit par l'intermédiaire du commandant en chef des forces armées, mais en vain.

B. Violations du droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne

1. Disparitions forcées

27. Dans son rapport intérimaire, la mission indiquait qu'elle n'était pas en mesure, sur la base des informations qu'elle avait reçues entre le 9 février et le 31 mai, de déclarer que les disparitions forcées constituaient une pratique systématique et massive en Haïti, même si elle gardait à l'esprit plusieurs cas de disparition intervenus avant son arrivée, dont un le 5 mai. La victime, Joseph Winy Brutus, un dirigeant du Parti national démocratique progressiste d'Haïti (PNDPH), qui fait partie du FNCD, n'avait pas réapparu et les autorités militaires à l'attention desquelles la Mission avait porté l'affaire en mai n'avaient fourni aucun renseignement supplémentaire.

28. Pendant la période à l'examen, des éléments ont été mis à jour qui font apparaître une systématisation des disparitions forcées à Port-au-Prince. Durant les mois de juin, juillet et août, 30 cas de disparition ont été signalés à la Mission. Vingt des victimes ont réapparu et leur témoignage fait ressortir certaines caractéristiques communes à la plupart des cas.

29. Les victimes ont été enlevées à leur domicile ou leur lieu de travail par des hommes armés, généralement au nombre de trois ou quatre, dans un véhicule privé. Les yeux bandés et les mains liées, elles ont été emmenées dans un lieu de détention secret, où elles ont été interrogées sur leurs activités, leur appartenance à des organisations communautaires, leur participation à des manifestations, et les militants qu'elles pouvaient connaître et leurs liens avec d'autres militants. Certaines des victimes ont déclaré que leurs ravisseurs étaient bien organisés, parlaient en code pour communiquer en présence de leurs victimes et utilisaient des radios. Ils étaient bien informés des activités et des contacts des victimes et, dans certains cas, ont montré à celles-ci des photographies qu'ils avaient prises d'elles. Dans six cas, les détenus ont été interrogés sur leurs relations avec Antoine Izméry avant l'assassinat de celui-ci, le 11 septembre. Dans tous les cas, les victimes ont été rouées de coups et soumises à d'autres formes de torture durant leur

interrogatoire. Celles qui sont réapparues ont été maintenues en détention pendant plusieurs jours avant d'être abandonnées dans les rues de Port-au-Prince.

30. Parmi les 30 victimes ayant fait l'objet d'investigations par la Mission, 13 étaient membres de groupes politiques ou d'organisations populaires ou étaient connues pour leurs opinions politiques, quatre étaient des proches parents de militants et deux autres étaient des employés de l'organisation sociale Lafanmi Selavi et de l'Eglise de Saint-Jean Bosco, dont le Président Aristide était respectivement le fondateur et le prêtre.

31. Les cas ci-après sont caractéristiques de la pratique systématique des disparitions forcées pour motifs politiques :

Valéry Pfiffer (Port-au-Prince)

Valéry Pfiffer, un membre de la Fédération nationale des étudiants haïtiens, une organisation d'étudiants, a été kidnappé le soir du 20 août à Carrefour Péan (Port-au-Prince) par quatre civils armés qui lui ont bandé les yeux et l'ont emmené vers une destination inconnue. Il a été attaché, roué de coups de poing et de crosse et interrogé sur ses activités politiques. Il a finalement été relâché le 23 août près du vieux Fort Dimanche. Les médecins de la Mission ont examiné ses blessures et ont jugé qu'elles corroboraient son témoignage.

Ernst Charles, Port-au-Prince

Ernst Charles, membre de plusieurs organisations communautaires, notamment du Mouvman peyizan Tèt a Bèf de Ti Legliz ("la petite église", la branche de l'Eglise catholique favorable à la théologie de la libération) et de la Centrale générale des travailleurs (CGT), un syndicat, a été kidnappé le 21 août à Carrefour (Port-au-Prince) par sept civils armés qui l'ont emmené dans une camionnette-plateau. Les yeux bandés et les mains liées, il a été roué de coups alors qu'il était interrogé au sujet des organisations au sein desquelles il est actif. On lui a montré une photographie de lui-même participant à une manifestation. Relâché deux jours plus tard près de la Cité militaire, il a été questionné par des observateurs de la Mission. Ses ravisseurs lui avaient rasé la tête. Il portait des marques de torture sur le cou, le dos et les fesses. Lors de son entretien avec les observateurs, il parlait avec difficulté et crachait du sang.

Disparition d'une femme (département du Sud)

Aux Zanglais (département du Sud), une femme de 58 ans a été enlevée le 2 août par cinq ou six hommes armés se déplaçant à bord d'une camionnette-plateau de marque Toyota. Avant de partir, ils ont tiré plusieurs coups de feu en l'air. Selon des informations reçues par la Mission, ces hommes étaient apparemment à la recherche d'un des fils de cette femme, membre d'une organisation paysanne locale. On ne sait rien du sort de la victime ni du lieu où elle se trouve.

2. Arrestations arbitraires, détentions illégales et tortures

32. Durant la période à l'examen, plusieurs centaines de cas d'arrestation arbitraire et de détention illégale, souvent suivies de passages à tabac et autres formes de torture ou de mauvais traitements, ont été signalés à la Mission dans toutes les régions du pays. Les victimes de nombre de ces violations des droits de l'homme avaient tenté d'exercer leur liberté d'expression, le plus souvent en faveur du Président Aristide, en distribuant des tracts ou en posant des affiches (fréquemment avec la photographie du Président, en organisant des manifestations ou en participant à des manifestations. Dans certains cas, les victimes avaient seulement déclaré qu'elles étaient favorables au Président et à son retour, étaient soupçonnées de l'être ou étaient accusées de manquer de respect aux membres des FAD'H. Parmi les personnes ayant été frappées et soumises à d'autres formes de torture ou mauvais traitements, on compte aussi des gens accusés de vol ou d'autres infractions de droit commun. Dans certains cas, les violences exercées contre les victimes ont été telles qu'il a fallu les hospitaliser ou les soigner, et deux d'entre elles sont mortes après avoir été torturées.

33. Les principales formes d'atteinte à l'intégrité physique des personnes arrêtées sont les suivantes :

a) Passages à tabac. Presque toutes les personnes arrêtées par des membres des FAD'H, leurs auxiliaires, et les chefs de la police rurale ou leurs adjoints ont été rouées de coups de bâton ou de crosse de fusil, ou fouettées avec une corde ou un câble. Ces passages à tabac se déroulent dans la rue au moment de l'arrestation, dans les postes militaires ou les casernes, dans les prisons ou dans les locaux de la police rurale. Toutes les parties du corps peuvent être frappées – la tête, le dos, les fesses, l'estomac – sans souci des lésions pouvant être occasionnées;

b) Le "djak". La victime a les mains et les pieds liés et un bâton est placé à la jointure des genoux et sous les bras repliés pour maintenir le corps plié, en exposant en particulier le dos et les fesses. Parfois la victime est suspendue à une barre. Elle est violemment frappée dans cette position. Les violences de ce type et d'autres types occasionnent de graves blessures aux fesses, avec risque d'infection – des greffes de peau sont parfois nécessaires – ainsi que des lésions rénales;

c) La "kalot marasa". Cette forme commune de torture, la "double gifle", consiste à frapper simultanément les deux oreilles de la victime avec les mains ouvertes. Il peut en résulter une perforation des tympans et de graves infections de l'oreille pouvant entraîner la surdité.

34. Des cas graves de torture et de mauvais traitement ont été signalés à la Mission dans toutes les régions :

Améius Pierre (département du Nord-Est)

Dans le département du Nord-Est, Améius Pierre, un paysan, a été arrêté le 26 juin pour "manque de respect à l'égard d'un caporal" et emmené au poste militaire de Capotille, où il a été violemment frappé avec une machette, en particulier au cou, et où des membres des FAD'H dont la Mission connaît

l'identité lui ont fait subir le "djak" et la "kalot marasa". Il a aussi été contraint à se rouler dans des excréments. Le 28 juin, il a été transféré à Ouanaminthe, où il a été détenu pendant plusieurs jours avant d'être ramené au poste militaire de Capotille et enfin à la prison de Fort-Liberté. Il a au total été détenu illégalement (sans avoir été inculpé) pendant 25 jours. Après intervention de la Mission, il a été relâché le 25 juillet par le Commissaire du gouvernement de Fort-Liberté, le caporal l'ayant accusé et arrêté ne s'étant pas présenté devant le tribunal.

Nickson Desrosiers et Ernest Pierre (Port-au-Prince)

Le 27 juin, vers la fin d'une messe célébrée en l'église Notre-Dame du Perpétuel Secours dans le quartier de Bel-Air, à Port-au-Prince, plusieurs personnes ont distribué des tracts et chanté des slogans en faveur du Président Aristide. Des membres des FAD'H et des civils armés présents dans l'église se sont immédiatement saisis de Nickson Desrosiers, coordonnateur de Plateforme Fond Saint Clair, une organisation communautaire, et d'Ernest Pierre, trésorier de la même organisation, et les ont roués de coups. Cinq autres personnes ont aussi été arrêtées et rouées de coups. Les sept personnes arrêtées ont été emmenées dans les locaux du Service d'investigation et de recherches antigang, où elles ont été violemment frappées pendant leur interrogatoire.

Valérien Thiophène (département de l'Artibonite)

Le 28 juin, Valérien Thiophène, âgé de 70 ans, était assis devant sa maison, à Gonaïves (département de l'Artibonite), lorsqu'il a été arrêté par un soldat, apparemment parce qu'il est le père d'un dirigeant bien connu d'une organisation communautaire locale, lequel était recherché par les militaires à l'issue d'une semaine d'agitation politique. Valérien Thiophène a déclaré qu'il avait été emmené sous un arbre, non loin de là, où se trouvaient sept autres membres des FAD'H et qu'il a reçu des coups de bâton sur les jambes, les coudes, l'estomac, le dos et la tête. On l'a ensuite forcé à marcher jusqu'à la caserne, où il est resté en détention pendant une journée.

Pierre Joseph (département de la Grand'Anse)

A Jérémie (département de la Grand'Anse), Pierre Joseph, employé au Ministère de l'agriculture et connu comme partisan du Président Aristide, a été arrêté le 7 juillet par des membres des FAD'H qui l'ont accusé d'avoir été "impertinent et insolent" à leur égard. Il a été torturé – il a subi le "djak" – et affirme avoir reçu 60 coups de bâton d'un officier à la caserne de Jérémie. Lorsqu'il a comparu devant le juge deux jours plus tard, il était incapable de se tenir debout et s'est affaîssi. Le juge l'a envoyé à l'hôpital, où il a reçu des soins. Lorsqu'il a de nouveau comparu devant le tribunal le 20 juillet, il a accusé le commandant du sous-district de Jérémie de l'avoir torturé.

Jean Dominique et Jean-Marie Exil (Port-au-Prince)

Dans la nuit du 14 juillet, Jean Dominique et Jean-Marie Exil, deux membres de l'Assemblée popilè Sen-Maten (Assemblée populaire de Saint-Martin), ont été arrêtés par des civils armés alors qu'ils distribuaient des tracts à l'occasion du quarantième anniversaire du Président Aristide et ont été emmenés au poste de

police de Cafétéria, à Port-au-Prince. Ils ont subi la "kalot marasa" et ont été frappés à coups de bâton. Le lendemain, ils ont été présentés à un juge de paix, et accusés de "distribution de tracts et trouble à l'ordre public". Ils ont été emmenés au pénitencier national et relâchés le 20 juillet.

Jean Lavel Beaucejour (département du Sud)

Aux Cayes (département du Sud), le 2 septembre, Jean Lavel Beaucejour, un membre de l'Organisation politique Lavalas (OPL) a été arrêté et violemment frappé parce qu'il avait affiché des photographies du Président Aristide dans la ville. Déféré au tribunal et accusé d'atteinte à l'ordre public et d'autres infractions le 3 septembre, il a dû être hospitalisé en raison des violences qu'il avait subies. La Mission a fait en sorte qu'un médecin puisse lui rendre visite en détention.

35. Dans deux cas signalés à la Mission durant cette période, des personnes sont décédées apparemment des suites des tortures qu'elles avaient subies :

Chantal Bien-Aimé (Port-au-Prince)

En juin, la Mission a appris la mort des suites de torture de Chantal Bien-Aimé, âgée de 28 ans, mère de deux enfants et membre de l'Assemblée populaire Sen-Maten. Selon le témoignage de membres de sa famille, elle avait été arrêtée le 11 mai au marché de Tête Boeuf à Port-au-Prince et emmenée au commissariat du quatrième arrondissement, la "Cafétéria". Accusée de distribuer des tracts en faveur du Président Aristide, elle a été frappée à la tête et à l'estomac. Relâchée le 12 mai, elle s'est plainte de douleurs à l'abdomen et de contusions sur différentes parties du corps. Elle est morte le 16 mai. Les membres de sa famille qui ont pris contact avec la Mission ont immédiatement fait l'objet de menaces. Le 31 mai, vers une 1 heure du matin, quatre hommes ont pénétré dans la maison de Chantal Bien-Aimé et l'ont fouillée pendant que six autres, lourdement armés, faisaient le guet à l'extérieur. L'un d'entre eux était en uniforme kaki. Les occupants de la maison ont déclaré avoir été frappés et questionnés au sujet des contacts qu'ils avaient eus avec des observateurs de la Mission, nommément désignés.

Bruno Devonville (Cap haïtien, département du Nord)

Dans la nuit du 17 au 18 juillet, Bruno Devonville, un étudiant, a été arrêté par un soldat et deux attachés et détenu au poste militaire de la cité Champin, au Cap haïtien (département du Nord). Selon des informations reçues par la Mission, il a été frappé pendant deux heures puis jeté dans la rue, où des passants l'ont découvert. Il est mort peu après.

36. Plusieurs graves cas de violence contre des femmes ont été signalés à la Mission. Ces femmes ont notamment été prises pour cible en raison de leurs activités ou appartenances politiques ou des activités ou appartenances politiques de leurs maris, ou étaient accusées d'infraction de droit commun. Une femme a avorté après avoir été frappée. Trois femmes ont déclaré avoir été violées et une qu'on avait tenté de la violer. Les cas d'une femme qui aurait été abattue par des hommes en uniforme, d'une femme qui aurait disparu et d'une femme apparemment décédée des suites de torture ont déjà été mentionnés.

Cas d'une fillette de 13 ans (Bayeux, département du Nord)

Dans l'après-midi du 10 juin, une fillette de 13 ans qui rentrait chez elle passait devant un poste militaire à Bayeux (département du Nord) lorsqu'un caporal l'a entraînée à l'intérieur du poste, l'a poussée sur un lit et l'a violée. Il l'a ensuite laissée partir. Lorsque la fillette est arrivée chez elle, elle a raconté ce qui s'était passé à sa mère. Sa mère est immédiatement allée voir le caporal, qui a menacé de frapper la mère et l'enfant. Le 12 juin, le caporal a accusé la mère de dénonciation calomnieuse et a tenté de l'arrêter. Les autorités militaires ont initialement essayé de nier le viol en disant que la fillette n'était pas vierge. L'affaire a été portée à l'attention de Radio Soleil et le caporal a finalement été mis aux arrêts pendant 10 jours par ses supérieurs.

Cas de la femme d'un membre d'une organisation communautaire (Cité Soleil, Port-au-Prince)

Le 24 juillet, vers 1 heure du matin, un groupe constitué d'environ 20 hommes armés, dont certains en uniforme, a encerclé la maison, sise à Cité Soleil (Port-au-Prince), d'une femme dont le mari, militant d'une organisation locale, vivait dans la clandestinité et était recherché par la police. Après avoir pénétré de force dans la maison, trois hommes ont violé cette femme sous la menace de leurs armes.

Cas d'une adolescente de 16 ans (département du Nord-Est)

A Dérac (département du Nord-Est), une adolescente de 16 ans a déclaré à la Mission qu'elle avait été violée par un soldat de la caserne de Fort-Liberté. Les observateurs de la Mission ont noté qu'elle avait du mal à marcher et un médecin de l'hôpital local a conclu dans un certificat médical : "Le diagnostic clinique de viol ne fait aucun doute". La famille de la victime a présenté ce certificat et d'autres pièces à conviction au commandant de la région qui a promis d'ordonner une enquête. Un soldat a été arrêté pendant quelques jours puis relâché. Il a depuis été vu, en uniforme, circulant librement dans le quartier.

Monique Brégard (Jérémie, département de la Grand'Anse)

A Jérémie (département de la Grand'Anse), Monique Brégard, une femme de 23 ans, a été arrêtée chez elle le 18 juillet par trois soldats, le frère de l'un d'entre eux l'ayant accusée de lui avoir volé de l'argent. Bien qu'enceinte, elle a été violemment frappée, en particulier au dos, dans un avant-poste ainsi qu'à la caserne de Jérémie, et elle a avorté après avoir été transférée en prison. Elle a finalement été hospitalisée grâce à l'intervention d'observateurs de la Mission. Après que la manière dont elle avait été traitée a été rendue publique, les FAD'H ont allégué que Monique Brégard avait avorté volontairement. Ses amis et sa famille ont été menacés à plusieurs reprises par des soldats et, craignant pour sa sécurité, elle est entrée dans la clandestinité.

Ailène Latortue (département du Centre)

Le 12 août, Ailène Latortue, âgée de 26 ans et mère de deux enfants, a été arrêtée sans mandat à Zone Laurent, dans le district de Cerca-la-Source (département du Centre) par des militaires et des attachés à la recherche de son cousin, Jocelyn Pierre, un partisan du Président Aristide. Accusée d'appartenir à une famille lavalassienne, elle a été jetée à terre avec sa petite fille en bas âge dans ses bras et frappée à coups de bâton. Elle a aussi subi la kalot marasa. Elle a été détenue en dehors de toute procédure judiciaire à la caserne de Thomassique jusqu'à ce qu'un juge ordonne sa libération le 19 août. Rentrée chez elle, elle a été arrêtée le même jour par un soldat et aurait été contrainte de payer 80 dollars haïtiens pour acheter sa liberté. Des observateurs de la Mission qui se sont entretenus avec elle après sa libération ont constaté des traces de coups sur son cou et ses flancs.

37. Chaque fois qu'on lui a signalé qu'une personne avait été arrêtée pour des raisons politiques ou avait fait l'objet de tortures ou de mauvais traitements, la Mission a immédiatement entrepris des démarches auprès des autorités locales. Le plus souvent, ces démarches consistaient pour elle à s'enquérir des faits reprochés à la personne arrêtée, à demander si un mandat d'arrêt était requis et avait bien été délivré, à essayer de voir la personne détenue immédiatement, à insister pour que son intégrité physique soit respectée et qu'elle puisse, si nécessaire, faire l'objet d'un examen ou un traitement médical, et à rappeler aux responsables qu'en vertu de la législation haïtienne, tout détenu doit être amené devant un juge de paix dans les 48 heures. Dans une proportion importante de cas, les représentations de la Mission ont abouti soit à une libération rapide de l'intéressé par les FAD'H elles-mêmes, soit à sa comparution devant le juge de paix qui a ordonné la libération. La Mission a, lorsque cela était possible, aidé ces détenus à obtenir l'assistance d'un conseil et assisté à la procédure judiciaire. Dans de nombreux cas, la Mission n'a pas été autorisée à rendre visite immédiatement au détenu, alors que l'accord avec les autorités de facto l'exigent, et le détenu a été frappé ou soumis à d'autres formes de torture ou de mauvais traitements avant que la Mission le voie. La Mission a, lorsque cela était possible, aidé ces détenus à se faire soigner, dans plusieurs cas en organisant leur transfert à l'hôpital.

38. La Mission a porté à la connaissance des commandants locaux des FAD'H des informations faisant état d'arrestations arbitraires, de tortures et mauvais traitements, y compris les noms des membres des FAD'H et de leurs auxiliaires que les victimes avaient identifiés comme responsables, et a demandé instamment qu'une enquête soit diligentée et que des sanctions soient prises contre ceux dont la responsabilité serait établie. Certains des cas des plus graves ont aussi été portés à l'attention du haut commandement des FAD'H. Dans certains cas, on a promis de faire une enquête et d'agir contre les responsables, mais la Mission a rarement été informée des résultats. Souvent, néanmoins, les autorités nient que des violences ont été exercées. Presque tous ceux désignés à la Mission comme responsables sont demeurés en poste et certains commandants locaux ont défendu la pratique des passages à tabac, rendue nécessaire, selon eux, par les carences du système judiciaire. Les passages à tabac aux mains des militaires semblent être devenus moins fréquents en certains endroits depuis que la Mission est en Haïti, certains détenus étant relâchés sans avoir été frappés; ailleurs, toutefois, les passages à tabac aux mains des militaires continuent d'être signalés régulièrement. Il semblerait en outre que dans certaines

régions, en raison de la présence de la Mission en Haïti, les passages à tabac par des attachés sans que la victime soit placée en garde à vue aient remplacé les passages à tabac en garde à vue.

3. La sécurité de la personne

39. De nombreuses personnes ont signalé à la Mission qu'elles avaient reçu des FAD'H ou de leurs attachés des menaces de mort ou des menaces contre leur intégrité physique, et bon nombre d'entre elles ont décidé de vivre dans la clandestinité (marronage). De tels cas ont été signalés à la Mission dans toutes les régions – bien que leur nombre varie d'une région à l'autre – et bien entendu les personnes ayant pris contact avec la Mission ne représentent qu'une petite proportion de tous ceux qui se sont réfugiés dans la clandestinité. Un nombre relativement restreint de personnes ont informé la Mission qu'elles avaient l'intention de rejoindre leurs foyers ou qu'elles y étaient retournées, et lorsque cela lui a été demandé, la Mission est restée en contact avec elles. Certaines des personnes qui étaient rentrées chez elles sont retournées dans la clandestinité après avoir reçu de nouvelles menaces, et pendant toute la période couverte par le présent rapport, d'autres sont entrées dans la clandestinité pour la première fois.

40. La Mission juge particulièrement préoccupante les menaces brandies contre des personnes en raison apparemment de leurs contacts avec elle, ou parce qu'elle ou d'autres ont rendu public le fait qu'elles avaient été victimes de violations des droits de l'homme. Monique Brégard, Pierre Joseph et Claudy Vilmé, dont les cas sont décrits plus haut, ont tous été recherchés par les FAD'H ou leurs attachés après que leur traitement a été rendu public et en raison de la notoriété de leurs cas. Craignant pour leur sécurité, ils se sont tous réfugiés dans la clandestinité. Comme indiqué plus haut, le cousin de Claudy Vilmé, Délice Jackie, a été enlevé et assassiné peu après que Claudy Vilmé eut déclaré publiquement avoir été détenu dans un lieu de détention secret.

41. Aux termes du mandat de la Mission, auquel les autorités de facto ont souscrit, les autorités haïtiennes se sont engagées à "veiller à la sécurité des personnes qui ont communiqué des informations à la Mission, qui ont fait des dépositions ou qui ont fourni des éléments de preuve de quelque sorte que ce soit". Dans la pratique, cependant, de nombreuses personnes ont reçu des menaces de membres des FAD'H et de leurs attachés pour avoir été en contact avec la Mission :

Pedro Georges, Limbé (Département du Nord)

Pedro Georges, jeune homme connu pour ses sympathies pour le Président Aristide, a fait l'objet de menaces après avoir signalé au bureau de la Mission à Cap-Haïtien que le 3 juillet, il avait été roué de coups par un caporal en uniforme près de Limbé (Département du Nord). Le 18 juillet, le même caporal et des attachés, qui étaient tous armés de bâtons et de pierres, se sont rendus à son domicile qu'ils ont bombardé de pierres. Ils ont en outre menacé de tuer Pedro Georges, en faisant état de son passage au bureau de la Mission. Celui-ci a de nouveau reçu des menaces de ce caporal et d'attachés le 23 juillet. Il a été arrêté le 30 juillet et accusé par un attaché de vouloir tuer son voisin et incendier sa maison, mais il a été relâché sans avoir été inculpé, le 2 août.

Jean Monack, Saint-Raphaël (Département du Nord)

Dans le même département, le 4 août, Jean Monack, député maire de Saint-Raphaël, se trouvait à deux pâtés de maison du bureau de la Mission à Cap-Haïtien où il était venu signaler l'arrestation d'un collègue, lorsqu'un pick-up, sans plaque minéralogique, s'est arrêté devant lui. Les trois occupants l'ont accusé d'avoir donné des informations à la Mission et ont essayé de l'obliger à monter à bord. Le député maire a pu s'échapper par une ruelle.

Arry Marsan, Port-à-Piment (Département du Sud)

Pendant la nuit du 12 au 13 août, des coups de feu ont été tirés contre la maison de Arry Marsan, avocat et professeur membre de l'Organisation solidarité pour le retour à la démocratie (OSRD). L'OSRD avait été l'un des principaux organisateurs d'une réunion publique tenue dans la matinée du 12 août pour discuter de la situation en matière de droits de l'homme, au cours de laquelle il avait pris la parole et à laquelle des représentants de la Mission avaient assisté. Bien que les autorités aient promis d'ouvrir une enquête, les auteurs des coups de feu n'ont toujours pas été identifiés.

Le député maire de Saut-d'Eau (Département du Centre)

Le 10 septembre, le député maire de Saut-d'Eau (Département du Centre) a été arrêté sans mandat d'arrêt après que le commandant local eut menacé de l'arrêter en présence d'observateurs de la Mission, l'accusant d'avoir informé celle-ci de l'arrestation arbitraire, la veille, d'une femme qui avait déclaré publiquement que les choses changeraient avec le retour du Président Aristide. Il a été relâché le lendemain.

42. Les menaces sont souvent liées aux activités ou aux sympathies politiques supposées des victimes. L'inquiétude n'a fait que croître au mois de septembre lorsqu'on a appris, de plusieurs sources, l'existence de listes de personnes à abattre avant le 30 octobre. Sur ces listes figuraient des militants politiques, des prêtres et des journalistes.

43. Dans d'autres cas signalés à la Mission, les menaces de violence sont liées à des conflits fonciers, à des conflits personnels ou à des tentatives d'extorsion. Il a été de nombreuses fois signalé à la Mission que dans les campagnes, des chefs de la police et leurs adjoints avaient procédé à des passages à tabac et à d'autres mauvais traitements, parfois accompagnés de périodes de détention arbitraire, ou avaient menacé les intéressés d'un tel sort, exigeant une rançon pour obtenir la libération de la victime ou éviter les mauvais traitements.

C. Violations du droit à la liberté d'expression
et à la liberté d'association

44. Comme on l'a déjà indiqué, il y a des raisons de penser – avec divers degrés de certitude selon les cas – que bon nombre des victimes de violations du droit à la vie et du droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne ont été prises pour cibles en raison de leurs opinions et de leurs activités politiques, c'est-à-dire en violation également de leur droit à la liberté d'expression et à la liberté d'association. La Mission a aussi été préoccupée par la violation de

ce droit dans deux contextes particuliers : la réaction des FAD'H en cas de tentative d'organisation de manifestations publiques et les violations des droits de l'homme commises contre des journalistes ou dont ceux-ci ont été menacés.

1. Manifestations et autres activités publiques

45. Le paragraphe 1 de l'article 31 de la Constitution haïtienne de 1987 dispose que "la liberté d'association et de réunion sans armes à des fins politiques, économiques, sociales, culturelles et autres fins pacifiques est garantie". Le paragraphe 2 soumet les réunions sur la voie publique à notification préalable aux autorités de police. Un décret de juillet 1987 exige que l'organisateur d'un rassemblement de plus de 20 personnes dans un lieu public adresse aux autorités une notification au moins 48 heures à l'avance et fournisse certaines informations, sous peine d'interdiction du rassemblement. Conformément au droit international, toutefois, le droit de réunion pacifique ne peut faire l'objet que des restrictions "qui sont nécessaires dans une société démocratique dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, de la protection de la santé publique ou de la morale ou de la protection des droits et libertés d'autrui". En tout état de cause, la participation à une manifestation tenue sans notification préalable n'est pas sanctionnée par le Code pénal haïtien; aucune loi ne permet d'arrêter ou de poursuivre les organisateurs d'une manifestation, ou les participants, à moins qu'ils puissent être tenus responsables d'actes de violence ou d'autres actes criminels ayant pu être commis au cours de la manifestation. Les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois disposent que la force doit être une mesure exceptionnelle à laquelle il ne doit être recouru qu'en dernier ressort, et certainement pas pour disperser une manifestation non violente, même si celle-ci n'a pas été autorisée.

46. Dans la pratique, si les FAD'H ne sont pas intervenus pour disperser par la force les quelques manifestations d'opposants au retour du Président Aristide ou pour arrêter leurs organisateurs, elles ont clairement manifesté leur refus d'autoriser des manifestations à l'appui de son retour, et ceux qui ont cherché à organiser de telles manifestations n'ont, dans la plupart des cas, pas déposé de notification préalable. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, on distingue trois phases en ce qui concerne la réaction face à de telles manifestations. Durant les négociations de Governors Island et pendant la période qui les a immédiatement précédées, il y a eu plusieurs tentatives de manifestations, et les manifestants ont été dispersés par la force et certains d'entre eux ont été arrêtés et passés à tabac. Après la signature de l'Accord, on a assisté à une réduction de la tension, et les FAD'H ont fait preuve de plus de retenue face à de petites manifestations tenues à Port-au-Prince et à Gonaïves et qui, pour la plupart, se sont dispersées spontanément ou l'ont été sans arrestations ou sans violences. A la mi-juillet, toutefois, le commandant en chef des FAD'H a réitéré que les manifestations de rue ne seraient pas tolérées : "La période que nous vivons n'est pas propice aux manifestations. Il faut mettre en place un climat d'apaisement pour le retour physique d'Aristide". En août et au début septembre, des partisans du Président Aristide ont cherché à tester la réaction des FAD'H de diverses manières, notamment dans des lieux publics, en manifestant leur soutien au retour du Président, et leurs tentatives ont été réprimées. La tuerie à la sortie de la mairie de Port-au-Prince,

le 8 septembre, et l'assassinat d'Antoine Izméry le 11 septembre, semblent avoir réussi à créer un climat de peur et à empêcher, au cours des deux semaines suivantes, toute tentative de manifestations publiques de soutien au Président Aristide. Toutefois, des groupes hostiles de manifestants ont réussi à envahir le Ministère des finances à deux reprises et à troubler l'investiture, par le Premier Ministre, du nouveau Ministre des affaires étrangères, et un grand rassemblement public de néo-Duvaliéristes a été autorisé au centre de Port-au-Prince le 22 septembre.

47. Le 24 juin, un appel à la grève générale a été lancé à Port-au-Prince. Elysée Saintvil a été arrêté à son domicile et accusé d'avoir pris part à un rassemblement de soutien au Président Aristide. Il a été emmené à l'avant-poste de la Cité Soleil où il a été passé à tabac par un sergent avant d'être relâché sans avoir été inculpé. Un certain nombre de jeunes gens ont également été pourchassés par la police de ce même avant-poste, et l'un d'entre eux, Michel Saint-Juste, a été roué de coups dans la rue.

48. A la fin juin, il y a eu plusieurs tentatives de manifestations publiques à Gonaïves, la principale ville du Département d'Artibonite. Les 22 et 23 juin, des militaires, armés de bâtons, ont violemment dispersé des personnes qui tentaient de tenir une manifestation. Trois jours plus tard, le 26 juin, les militaires ont procédé à des perquisitions dans les quartiers les plus pauvres de la ville pour tenter de trouver les dirigeants d'organisations communautaires qui avaient tenté d'organiser des manifestations; au cours de ces perquisitions, au moins neuf personnes ont été passées à tabac, et le 28 juin, le père d'un de ces dirigeants, âgé de 70 ans, a été arrêté et roué de coups. Le 28 juin, une manifestation près du marché de la Cité Soleil à Port-au-Prince a été dispersée par la police, après quoi un membre de la plate-forme des organisations populaires de Cité Soleil, Vesnel François, a été arrêté et passé à tabac. Les observateurs de la Mission n'ont obtenu l'autorisation de le voir qu'une fois qu'il avait été transféré à l'hôpital pour traiter ses blessures, dont des fractures du bras et du poignet. Il a été accusé de violences sur la personne d'un policier; il soutient s'être défendu alors qu'on le battait au moment de son arrestation. Le 29 juin, 13 personnes, pour la plupart membres du Mouvement des paysans de Papaye, ont été arrêtées à Zabricot (Département du Centre) et initialement accusées d'avoir organisé une manifestation pour demander le retour du chef de la police rurale nommé par le Gouvernement du Président Aristide. Ils ont été battus à coups de crosse et de bâton à la caserne de Hinche et la kalot marasa leur a été administrée. Ils ont ensuite comparu devant le juge de paix qui les a accusés de "trouble de l'ordre public". Ils ont finalement été relâchés les 5 et 6 juillet. Pendant ce temps, à Les Cayes (Département du Sud), le 1er juillet, une manifestation organisée par l'organisation communautaire Tèt Kole Nan Sid a été dispersée par la force, plusieurs manifestants ayant été roués de coups. Les observateurs de la Mission ont pu voir trois personnes qui avaient été arrêtées et accusées d'organiser la manifestation. L'un des détenus avait été sérieusement blessé et la Mission a pu obtenir qu'il reçoive un traitement médical.

49. Le 10 juillet, il a été fait exception à la retenue relative observée pendant la période suivant immédiatement l'Accord de Governors Island, lors d'une manifestation organisée à l'église de Saint-Jean-Bosco à Port-au-Prince. L'un des manifestants a été arrêté par des civils armés qui l'ont conduit dans un véhicule sans plaques minéralogiques au poste de police de la Cafétéria où il

a été passé à tabac. La tension politique s'est intensifiée à Port-au-Prince lorsque le 17 août, le KOMEVEB a organisé une exposition pacifique, annoncée à l'avance, de photographies du Président Aristide dans une banlieue de Port-au-Prince, Pétion-Ville. Cette exposition a été très vite interrompue par la police et ses auxiliaires civils qui ont arrêté trois personnes. L'une d'entre elles était le père Yvon Massac, cofondateur du KOMEVEB avec Antoine Izméry, qui a été accusé d'avoir volé une montre à un passant. Ces trois personnes ont été relâchées, sans avoir été inculpées, plusieurs jours plus tard. Le 2 septembre, à Port-au-Prince, peu après la prise de fonctions du Gouvernement de M. Robert Malval, un groupe d'hommes en civil, armés de bâton, a violemment dispersé une foule qui s'était amassée devant le Palais national et qui avait commencé à scander des slogans de soutien au Président Aristide.

50. Des membres de la Mission ont été dépêchés sur les lieux des manifestations lorsque celle-ci avait été avertie à l'avance de leur tenue, ou dès qu'elle en a appris l'existence, et ce conformément à son mandat aux termes duquel ses membres peuvent observer les manifestations mais non pas, bien sûr, y participer ou s'y associer. Les observateurs de la Mission ont strictement respecté cette distinction dans tous les cas, mais cela n'a pas empêché la Mission d'être accusée dans des déclarations diffusées par les médias publics et ailleurs d'encourager les manifestations. Si des manifestants pacifiques ont parfois été battus et arrêtés en présence de membres de la Mission, cette présence a probablement limité l'étendue des violations des droits de l'homme commises à l'occasion des manifestations, et la Mission est intervenue avec un certain succès immédiatement après les manifestations pour chercher à obtenir la libération et le respect de l'intégrité physique des personnes arrêtées. La Mission n'est toutefois pas parvenue à persuader les FAD'H de respecter le droit de réunion pacifique lorsqu'elles sont opposées aux opinions qui y sont exprimées.

2. Liberté des médias

51. Dans son rapport intérimaire (A/47/960 et Corr.1), la Mission a décrit les attaques dont ont fait l'objet des journalistes de la presse écrite et de la radio, et elle a fait observer que 20 mois après le coup d'Etat de septembre 1991 et trois mois après son déploiement, on ne pouvait constater aucune amélioration réelle sur le plan de la liberté d'expression des médias. Depuis juin, le nombre de violations de la sécurité personnelle des journalistes s'est accru, tandis que la répression systématique des correspondants de radio dans plusieurs provinces se poursuit. Malgré la répression, les secteurs indépendants des médias haïtiens ont couvert plus ouvertement les événements politiques et ont donné plus de nouvelles sur les violations des droits de l'homme, diffusant notamment les déclarations de la Mission.

52. Une intense campagne d'intimidation a été menée contre les médias indépendants durant les négociations de Governors Island, lorsque les journalistes ont rendu compte des attaques perpétrées contre les personnes qui tentaient de manifester ainsi que des autres violations des droits de l'homme qui ont eu lieu durant cette période extrêmement tendue. Cela a coïncidé avec une campagne à la radio et à la télévision d'Etat contre la Mission elle-même. Le Ministre de facto de l'information a convoqué un groupe de journalistes haïtiens et étrangers pour se plaindre de leur prestation, et le chef de la rédaction de Radio Métropole a été convoqué au Bureau du chef de la police de

Port-au-Prince. Les stations de radio de la capitale ont quotidiennement reçu des menaces, et une liste de 24 journalistes particulièrement menacés a été diffusée au nom d'une organisation appelée Liberté ou la mort. C'est durant cette période que Claudy Vilmé, photographe au Le Nouvelliste, a été enlevé et détenu dans un lieu secret, et son cousin Délice Jackie a peu après été enlevé et tué.

53. Par la suite, plusieurs photographes de presse ont été victimes d'actes de violence pendant qu'ils faisaient leur travail à Port-au-Prince, et des reporters qui couvraient des manifestations politiques – dont deux correspondants étrangers – ont été menacés par des civils en armes. Un nombre croissant de journalistes de Port-au-Prince ont jugé nécessaire de se réfugier dans la clandestinité. La Mission a connaissance du cas de deux photographes, d'un journaliste de la presse écrite et de trois journalistes de la radio qui, au début septembre, vivaient dans la clandestinité après avoir reçu à leur domicile des visites menaçantes de policiers en civil et de civils armés. Au début septembre, les menaces contre les journalistes à Port-au-Prince ont atteint un tel niveau qu'une station de radio, Radio Caraïbes, a suspendu la diffusion d'informations et son directeur a quitté le pays après avoir reçu des menaces de mort. Une deuxième station, Radio Tropique FM, a adressé au chef de la police une lettre ouverte faisant état d'avertissements anonymes répétés concernant l'existence d'un plan pour massacrer son personnel.

54. La diffusion de toute information a pratiquement cessé dans de nombreuses provinces. Des menaces de mort ont empêché deux correspondants radio de reprendre leur travail à Port-de-Paix (Département du Nord-Ouest); trois journalistes radio ont été recherchés par des soldats et des civils armés à Jérémie (Département de la Grand'Anse); un correspondant a été recherché par les militaires et un autre brièvement arrêté à Léogâne (Département de l'Ouest).

55. L'hebdomadaire en langue créole Libète, qui soutient le Président Aristide, a continué à être particulièrement dans le collimateur. Ses vendeurs et ses informateurs ont été à maintes reprises menacés, battus et arrêtés dans les campagnes et, pendant certaines périodes particulièrement tendues, également à Port-au-Prince.

D. Conditions de détention

56. Aux termes de son mandat, la Mission a le droit "de se rendre immédiatement en tout lieu ou dans tout établissement où seraient signalées d'éventuelles violations des droits de l'homme" et "de s'entretenir librement et en privé avec toute personne, tout groupe ou tout membre de n'importe quelle organisation ou institution". Compte tenu des nombreuses informations faisant état d'emprisonnement illégal, de bastonnades et autres tortures et traitements cruels, inhumains ou dégradants de détenus, la Mission a cherché dès le début à se rendre dans les prisons et autres lieux de détention.

57. L'ensemble des lieux de détention est placé sous la responsabilité des FAD'H. Eu égard aux fonctions de maintien de l'ordre de ces forces, les personnes arrêtées sont détenues au début dans un avant-poste militaire local ou des casernes. En vertu de la législation haïtienne, cette détention ne doit pas dépasser 48 heures avant que le détenu soit transféré dans une prison civile. Haïti compte 15 prisons civiles, dont le Pénitencier national de Port-au-Prince.

Dans la pratique, de nombreux détenus continuent d'être incarcérés dans des casernes ou des avant-postes pour la durée totale de leur emprisonnement, qui peut s'étendre sur plusieurs mois. Les prisons civiles sont administrées par les FAD'H. Le commandant en chef des FAD'H a fait part à la Mission du désir du haut commandement de confier aussitôt que possible la gestion de ces établissements à l'administration civile.

58. Selon la loi, c'est aux commissaires du gouvernement qu'il appartient de s'assurer que les lieux de détention sont propres et que la santé des prisonniers n'est pas mise en danger par les conditions de détention. Ce sont eux et d'autres officiers judiciaires locaux qui sont chargés d'effectuer des visites mensuelles. Dans la pratique, les commissaires du gouvernement s'acquittent rarement de cette responsabilité et, lorsqu'ils le font, se heurtent souvent aux autorités militaires.

59. La Mission a rencontré des difficultés lorsqu'il s'est agi de visiter régulièrement toutes les prisons et autres lieux de détention. Les FAD'H admettent qu'en principe le mandat dont elle est chargée donne à la Mission le droit de s'entretenir immédiatement en privé avec le détenu dont elle pense qu'il a été victime d'une violation des droits de l'homme, mais dans la pratique ce droit lui a fréquemment été dénié. Les FAD'H ont en outre fait valoir que le mandat de la Mission ne l'autorise pas à se rendre à l'improviste dans les prisons et autres maisons d'arrêt pour une visite générale, quoique ce type de visite puisse être permis si demande en a été faite au préalable aux autorités. En pratique, la Mission a constaté que le droit d'accès à un lieu de détention variait considérablement selon l'endroit, le moment et l'attitude des officiers des FAD'H du commandement local. Elle s'est notamment heurtée à beaucoup d'obstacles à Port-au-Prince, où elle n'a pu se rendre auprès de détenus peu après leur arrestation ou où on lui a refusé un accès général à plusieurs maisons d'arrêt.

60. Durant les trois mois qui se sont écoulés de juin à août, les observateurs de la Mission ont effectué 30 visites de caractère général dans des lieux de détention un peu partout à Haïti, où ils ont relevé les noms de 648 personnes détenues au moment de la visite. Dans la plupart des cas, aucun registre d'écrou, même rudimentaire, n'était tenu, et ceci bien que la loi haïtienne exige que, dans chaque district judiciaire, soient tenus des registres séparés des détenus en attente d'être jugés et des prisonniers condamnés qui purgent leur peine. Dans la majorité des cas, les détenus avec lesquels s'est entretenue la Mission étaient incarcérés sans qu'une procédure judiciaire régulière ait été respectée, certains depuis plus d'un an, et sans jamais avoir été représentés par un avocat. Beaucoup ont raconté aux observateurs qu'on leur avait demandé de verser des sommes d'argent au-dessus de leurs moyens pour être remis en liberté. La Mission a porté de nombreux cas de détention illégale – en particulier ceux de détenus qui étaient emprisonnés depuis longtemps – à l'attention des autorités militaires responsables du lieu de détention et du commissaire du gouvernement compétent. Certains de ces prisonniers ont, par la suite, été relâchés.

61. De l'avis de la Mission, les conditions de détention sont déplorables. Très souvent, les cellules sont horriblement surpeuplées, même si dans certains cas des facilités supplémentaires ont été prévues. Les conditions sanitaires sont atterrantes. Le budget alloué aux FAD'H pour l'entretien des prisonniers

est très insuffisant, et, de toute façon, une petite partie seulement semble être affectée à leurs besoins : en général, la seule nourriture que reçoivent les prisonniers est celle qui leur est apportée par leurs familles. Les prisonniers sont régulièrement battus et certains ont déclaré avoir été soumis à des conditions délibérément cruelles à titre de mesures disciplinaires. Plusieurs prisonniers ont été trouvés dans un état avancé de malnutrition. Dans de nombreux cas, des prisonniers qui nécessitaient un traitement médical, souvent pour des blessures reçues à la suite de sévices en détention, n'étaient pas traités. Dans plusieurs cas, la Mission s'est occupée de faire transférer des prisonniers dans des hôpitaux, de les faire remettre en liberté pour traitement médical ou de les faire soigner en détention. La Mission a appris que plusieurs prisonniers étaient morts des suites de telles conditions.

62. Les efforts de la Mission ont jusqu'ici facilité la mise en liberté de certains prisonniers, mais, pour d'autres, il se sont simplement traduits par une légère amélioration de leur situation. Cet état de choses n'existe pas seulement depuis le coup d'Etat de septembre 1991, mais est le résultat de décennies d'abandon par les gouvernements qui se sont succédés. Aux termes du Pacte de New York, les forces politiques qui l'ont signé s'engagent "à faire réviser selon une procédure accélérée le statut des prisonniers dans l'ensemble du territoire national" et à promulguer une nouvelle loi sur l'administration pénitentiaire. La Mission examine actuellement avec le gouvernement constitutionnel les moyens de lui donner régulièrement un accès plus facile aux lieux de détention et le rôle que ses observateurs peuvent jouer dans l'immédiat pendant qu'un programme de réforme est mis en oeuvre.

V. REPONSE AUX ACTIVITES DE LA MISSION

1. Relations avec les forces armées haïtiennes

63. Aux termes de son mandat, la Mission doit faire part aux autorités haïtiennes de ses préoccupations au sujet des violations des droits de l'homme et tenir compte de leur réponse en formulant ses rapports et ses conclusions. Pour cela, les autorités haïtiennes doivent fournir, sur demande de la Mission, tous renseignements pertinents à l'accomplissement de sa tâche. La Mission a maintenu des contacts avec le Ministre des affaires étrangères de facto, mais les autorités civiles de facto n'ont pas été en mesure de répondre utilement aux préoccupations de la Mission concernant des violations des droits de l'homme. Dans ce contexte, la Mission a cherché à établir un dialogue ouvert avec les FAD'H aux niveaux national, régional et local. Elle a été reçue sur sa demande par le commandant en chef et le haut commandement, qui ont également mis en place des mécanismes pour les communications urgentes ou les communications régulières. De manière générale, elle a eu rapidement accès à ces mécanismes dans les commandements régionaux et locaux des provinces, bien qu'en certaines occasions, il apparait qu'une rencontre ait été intentionnellement évitée. Comme on l'a déjà indiqué, depuis la recrudescence de la violence à Port-au-Prince en juillet, les tentatives faites pour rencontrer le Chef de la police de la zone métropolitaine ont été vaines.

64. La Mission a écrit régulièrement au haut commandement, et ses coordonnateurs régionaux ont écrit aux commandants régionaux pour obtenir des éclaircissements sur les informations communiquées concernant de graves violations des droits de l'homme et les prier instamment de procéder à des

enquêtes et de prendre les mesures nécessaires. Dans un seul cas seulement, les FAD'H ont communiqué par écrit des renseignements sur un cas présumé de torture et de traitement dégradant dans le département du Sud-Est. En quatre occasions, le haut commandement a fait connaître par écrit à la Mission ses objections concernant la conduite qu'auraient eue ses observateurs, et la Mission a répondu en précisant qu'elle était convaincue que ses observateurs s'étaient conduits correctement. Parfois, la version des FAD'H de certains événements a été communiquée à la Mission verbalement ou est parue dans les médias. Si des enquêtes légales ont été lancées, la Mission n'a pas eu connaissance des procédures suivies, des résultats obtenus ou des mesures prises et, partant, n'a pas pu vérifier les renseignements qui lui ont été donnés par des victimes ou des témoins en les confrontant aux informations dont disposent les FAD'H. Dans un très petit nombre de cas, la Mission a appris verbalement que le prétendu responsable d'une violation des droits de l'homme avait été mis aux arrêts. Elle n'a jamais su la suite qui avait été donnée à cette affaire, et ignore si des membres des FAD'H ont été traduits devant des tribunaux civils, qui, en vertu de la Constitution, sont compétents pour juger de telles affaires. Dans quelques autres cas, les responsables présumés semblent avoir été mutés. Le haut commandement a déclaré avec insistance à la Mission avoir pris des mesures disciplinaires contre des soldats responsables de violations des droits de l'homme, mais a catégoriquement refusé de donner les renseignements pertinents à la Mission.

65. La Mission a demandé au haut commandement d'instruire officiellement tous les membres des FAD'H de leur devoir de respecter l'intégrité de la personne, et de donner officiellement l'assurance que ceux qui s'étaient cachés à l'intérieur du pays pourraient regagner leur foyer en toute sécurité. Aucune déclaration officielle de ce genre n'a été faite. La Mission a cependant appris, lors d'une réunion avec le haut commandement au début de juin, que, fin mai, le commandant en chef avait parlé aux commandants régionaux de la nécessité d'éviter la "violence gratuite".

66. A maintes reprises, la Mission a informé les FAD'H qu'elle s'inquiétait de constater que des membres des forces et des auxiliaires ne respectaient pas les termes du mandat de la Mission acceptés par les autorités de facto en février. Il a été noté précédemment dans le présent rapport de fréquents manquements aux dispositions du paragraphe 3 b) du mandat qui prévoit un accès immédiat en tous lieux, y compris les lieux de détention où seraient signalées d'éventuelles violations des droits de l'homme. Elle a également indiqué que la sécurité des personnes qui ont communiqué des renseignements à la Mission n'avait pas été garantie comme prévu au paragraphe 4 b) du mandat et que, au contraire, ces personnes avaient fait l'objet de menaces concernant leur sécurité personnelle. Dans le rapport intérimaire de la Mission, il était fait état d'actes d'intimidation contre son personnel aussi bien que contre ceux en contact avec lui. De tels actes ont persisté, en s'aggravant. Récemment à Port-au-Prince, où les actes de violence d'attachés et de la police sont particulièrement nombreux, un attaché a pointé son revolver vers des observateurs qui visitaient un poste de police. Une autre fois, un véhicule de la Mission identifié comme tel et qui transportait une équipe d'observateurs à Cap-Haïtien a été entouré par des hommes armés en uniforme militaire qui ont donné des coups de matraque et de crosse de fusil sur les flancs et le toit du véhicule, ceci en présence d'un officier qui n'a rien fait pour les arrêter. A Gonaïves, Hinche, Jacmel et Jérémie, des soldats ont essayé d'intimider des observateurs en leur criant des

insultes et en brandissant leurs armes. Plusieurs employés locaux de la Mission ont fait l'objet de menaces sérieuses chez eux aussi bien qu'au travail. Aux termes du paragraphe 4 d) du mandat, les autorités se sont engagées à ne pas entraver la Mission dans l'accomplissement de ses tâches, et au paragraphe 4 f) il est mentionné qu'elles doivent prendre les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des membres de la Mission; pourtant, si des instructions ont été données en ce sens, elles n'ont pas été suivies.

2. Réaction du système judiciaire

67. Face aux violations des droits de l'homme généralisées, la Mission s'est employée à encourager le système judiciaire haïtien à exercer ses prérogatives constitutionnelles et statutaires de faire respecter la légalité et d'enquêter sur les violations. On ne sera pas étonné d'apprendre que la réponse a été mitigée. Des membres des forces armées haïtiennes et des auxiliaires continuent à intimider les juges et les procureurs, dont beaucoup doivent leur position à des membres influents de l'armée. Par exemple, le 8 juillet, à Vieux Bourg d'Aquin, département du Sud, quatre soldats armés, accompagnés d'un juge d'instruction local, ont informé le juge de paix du lieu qu'il avait été révoqué et l'ont contraint à quitter son bureau. Par la suite, des soldats et des civils armés se sont rendus chez lui, mais il avait déjà quitté le pays. Toujours en juillet, à Saint-Louis du Sud, département du Sud, un juge de paix suppléant, partisan notoire du Président Aristide, a été attaqué et battu par des civils armés qui ont mis le feu à la maison voisine. Le 14 juillet, un soldat a arrêté le juge de paix d'Abricots, département de la Grand'Anse, et l'a frappé à coup de crosse de pistolet; il a été par la suite accusé d'être en possession de photographies du Président Aristide. Plusieurs juges et procureurs qui avaient été nommés par le Gouvernement constitutionnel en 1991 ont été révoqués en juillet. Le procureur de Saint-Marc, département de l'Artibonite, et les juges de paix de Les Cayes, Maniche, Port-Salut et Saint-Louis du Sud, toutes localités du département du Sud, ont été révoqués sans préavis, sans avoir été entendus et sans que des accusations aient été portées contre eux.

68. En dépit de ces intimidations, plusieurs juges et procureurs ont fait preuve d'un grand courage et d'intégrité face aux menaces et aux représailles possibles. Certains juges ont remis en liberté des détenus qui avaient été arrêtés pour être en possession de photographies du Président Aristide au motif qu'il ne s'agit pas là d'un délit en vertu du code pénal haïtien. D'autres ont ordonné la mise en liberté de détenus dont l'arrestation ou la détention étaient illégales. Dans de nombreux cas, ces mises en liberté ont été ordonnées alors que les observateurs de la Mission étaient présents dans la salle du tribunal. Grâce à l'insistance qu'elle met sans relâche sur l'application de la loi haïtienne, la Mission a pu constater une volonté de plus en plus affirmée de la part des juges d'appliquer les dispositions de la loi regardant l'arrestation et la détention et d'accorder la liberté provisoire aux détenus. La procédure judiciaire est plus rapide, et dans certains cas, des détenus ont été entendus dans les 48 heures suivant leur arrestation, comme le demande la Constitution certes, mais ce qui était très rarement le cas avant la présence de la Mission.

69. Pour la plupart, toutefois, les magistrats sont très réticents à enquêter sur les cas mettant en cause les FAD'H. Dans plusieurs cas, la Mission a constaté qu'en dépit de preuves convaincantes présentées à un magistrat, aucune

suite n'avait été donnée aux affaires. Les magistrats admettent librement qu'il serait trop dangereux ou inutile d'entreprendre une enquête. Dans le cas déjà mentionné de Jude Monville et de deux autres personnes trouvées mortes près de la plage de Kyona, département de l'Ouest, le 10 juillet, la Mission a présenté des preuves convaincantes liant le décès à la prison de Saint-Marc. Le juge de paix et le commissaire du gouvernement ont été visiblement ébranlés par ces preuves, mais aucune enquête n'a été lancée et des pistes prometteuses ont été ignorées.

3. Relations avec le public

70. La réaction du public à la présence et aux activités de la Mission est difficile à juger. Une grande partie de la population mettait beaucoup d'espoir dans le changement que la présence seule de la Mission apporterait à la situation des droits de l'homme, ce qui, à bien des égards, était chimérique. En même temps, une minorité a dès le début été hostile à la présence de la Mission qui a été l'objet de critiques violentes de la part de ceux qui ont facilement accès aux médias nationaux et considèrent cette présence comme une intervention étrangère fâcheuse. Ils accusent notamment la Mission de ne pas agir avec objectivité. La Mission a également subi les critiques de ceux qui estiment qu'elle est impuissante à prévenir les violations des droits de l'homme et la répression généralisée. Cependant, durant la période considérée, les bureaux de la Mission, dont l'action est de mieux en mieux comprise, ont reçu un nombre croissant de personnes en quête d'assistance. Un nombre croissant d'Haïtiens ont exprimé leur satisfaction concernant la présence des observateurs et se sont déclarés convaincus que si la Mission ne maintenait pas sa présence ils seraient plus vulnérables aux violations des droits de l'homme.

VI. LA MISSION ET LA PERIODE DE TRANSITION

71. On a reconnu, dès le début de la Mission, que sa capacité d'amener une amélioration sensible de la situation des droits de l'homme en Haïti serait limitée jusqu'à ce que des réformes profondes des institutions essentielles à la protection des droits de l'homme soient entreprises. L'accord qui définit le mandat de la Mission a également envisagé des discussions parallèles concernant un ordre du jour et un calendrier pour mettre au point une réforme institutionnelle et lui donner effet. Dans le rapport présenté par l'équipe de spécialistes des droits de l'homme (A/47/908, annexe III, par. 16), on peut lire :

"La crédibilité de la Mission dépendra de sa capacité non seulement à faire rapport sur les violations des droits de l'homme, mais à obtenir réparation et à empêcher de futures violations. Les carences des institutions en Haïti sont telles que l'aptitude de la Mission à y pourvoir pendant une assez longue période avant qu'il ne soit procédé à une réforme des institutions sera inévitablement limitée. D'autre part, il ne nous semble pas possible d'entreprendre une véritable réforme des institutions tant qu'un gouvernement légitime n'aura pas été restauré et que d'autres conditions cruciales n'auront pas été réunies."

72. Un ordre du jour pour la réforme institutionnelle a été décidé dans le cadre de l'Accord de Governors Island et du Pacte de New York. Il prévoit la création d'une nouvelle police civile distincte des FAD'H; l'abolition de toutes les forces paramilitaires; la mise en place de l'Office de la protection du citoyen; et la création d'une administration pénale. Une assistance internationale sera fournie pour la réforme administrative et judiciaire ainsi que pour la modernisation des forces armées d'Haïti et la création d'une nouvelle police. Le Gouvernement constitutionnel s'est attaqué à ces réformes et le Conseil de sécurité a approuvé la création et l'envoi d'une Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), formée d'une composante observateurs de police et d'une composante assistance militaire, afin d'assurer une formation non militaire et d'exécuter des projets de construction. Dans son rapport (S/26480) du 21 septembre 1993, le Secrétaire général envisage que, dans la mesure du possible, les observateurs de police seraient déployés dans les mêmes localités que les observateurs civils ONU/OEA de la Mission internationale civile en Haïti (MICIVIH) et que la MINUHA agirait en collaboration étroite avec la MICIVIH. Cette dernière organiserait un cours d'orientation à l'intention des observateurs de police. La Mission devrait ainsi être capable d'apporter son expérience dans l'ensemble du pays aux efforts déployés pour réformer l'appareil judiciaire, l'administration pénale et mettre sur pied et former au respect des droits de l'homme la nouvelle police.

VII. CONCLUSION

73. A Haïti, sur les plans sociaux et politiques, les divisions et les antagonismes sont encore très profonds. Il n'y a encore aucun contrôle ou presque sur les personnes qui peuvent se procurer des armes, et la crainte s'intensifie parmi les habitants non armés d'une nouvelle poussée de violence pour empêcher le retour du Président Aristide. Durant la période cruciale avant et immédiatement après le retour du Président, les observateurs de la Mission feront appel à leur expérience et aux rapports qu'ils ont établis durant six mois de travail avec la population locale pour faciliter une transition pacifique vers l'instauration d'un régime constitutionnel et démocratique en Haïti.
